

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg

Strasbourg, le 17/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LINGENHELD Environnement

Zone artisanale
67500 Marienthal

Références : 0006703426/YA/CA
Code AIOT : 0006703426

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2026 dans l'établissement LINGENHELD Environnement implanté Zone artisanale 109, route de Bischwiller 67500 Haguenau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LINGENHELD Environnement
- Zone artisanale 109, route de Bischwiller 67500 Haguenau
- Code AIOT : 0006703426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Lingenheld environnement exerce des activités de tri, de transit et de valorisation des déchets sur son centre de Haguenau.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Hauteur de stockage des déchets combustibles	Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 7.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de défense contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 06/01/2026, article 1	Levée de mise en demeure
2	Détection de la radioactivité	AP de Mise en Demeure du 06/01/2026, article 1	Levée de mise en demeure
3	Analyses des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 06/01/2026, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater la mise en conformité de trois prescriptions visées par la mise en demeure du 06/01/2026, prise à la suite de la visite d'inspection du 12/11/2025, dont les délais impartis étaient échus à la date du contrôle.

Elle a également mis en évidence un dépassement de la hauteur de stockage des déchets dans la zone dédiée aux déchets industriels banals. En conséquence, il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/01/2026, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : De respecter, dans le délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé, qui veulent que : « L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. [...] Il comprend au minimum : [...] <ul style="list-style-type: none"> - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service

d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. [...] » ;
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection son plan de défense contre l'incendie, mis à jour le 20 mars 2026. Ce document intègre l'ensemble des éléments requis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Détection de la radioactivité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/01/2026, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : De respecter, dans le délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 susvisé, qui veulent que : « un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle de tous les déchets métalliques admis, selon les dispositions de l'article 7.3.5. » ;
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté, à l'entrée du site, dans le local situé à proximité du pont-bascule, la présence d'un détecteur portatif de radioactivité de marque Berthold (n° de série 60151). Le certificat de contrôle de l'étalonnage, établi le 17 juillet 2025 par le fabricant, atteste de la conformité de l'appareil. La prochaine échéance de contrôle de ce dispositif est fixée à juillet 2026. D'après les informations communiquées par l'exploitant lors de cette visite, les déchets métalliques admis font l'objet d'un contrôle systématique par l'agent au niveau du pont-bascule. Aucune détection de radioactivité n'a été relevée en 2026. Aucune autre observation n'est formulée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Analyses des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/01/2026, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques
Prescription contrôlée : De respecter, dans le délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 susvisé, qui veulent que : « Les mesures sont réalisées sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations, dans le respect des normes de prélèvement et d'analyse en vigueur. ».

Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des analyses des eaux pluviales réalisées le 12 mars 2026, à partir d'échantillons prélevés le même jour, conformément à un protocole de prélèvement transmis à l'inspection. Le prélèvement, tel que décrit dans ce document, a été effectué dans un regard situé en sortie du séparateur, avant rejet dans le réseau communal. Ce point de prélèvement est conforme aux exigences attendues. L'inspection ne formule pas d'autre observation sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Hauteur de stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : [...] Les stockages ne dépassent pas ces murs en hauteur. [...]
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a constaté que la hauteur des déchets entreposés dans la zone réservée aux déchets industriels banals dépasse 3,5 mètres, pour une hauteur de mur de stockage en blocs béton d'environ 2,5 mètres. Cette situation constitue une non-conformité au regard de la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 jours
